



Introduction au débat du Parti Révolutionnaire

à Paris du 16-12-2023

Chers amis et camarades,

Merci à tous ceux qui ont décidé de participer à ce débat organisé par des cellules du Parti révolutionnaire COMMUNISTES. Certains amis et camarades ont tenu à s'excuser, retenus qu'ils sont par d'autres engagements.

Lors de notre IX^e congrès de juin, nous avons clarifié l'orientation du parti et nous nous sommes donnés une direction capable de la mettre en œuvre.

Le capital doit aller plus loin et plus vite dans la course au profit. Macron est au pouvoir pour amplifier la mise en œuvre de cette politique. "Nous sommes déterminés à accélérer les réformes" a répété Élisabeth Borne. Le mécontentement profond et les inquiétudes pour l'avenir sont au cœur des préoccupations des travailleurs et de la jeunesse de notre pays. Tout au long de ces derniers mois, ce mécontentement et ces inquiétudes se sont manifestés par des mouvements puissants de grève et de manifestations et tout particulièrement contre la réforme des retraites. Le patronat et le pouvoir ne veulent rien lâcher et poussent pour aller plus loin dans les reculs sociaux. Ce qui est en cause, ce sont les intérêts du capitalisme qui entend toujours plus exploiter les travailleurs pour les profits. Réduire les salaires, les pensions, les droits sociaux, privatiser, liquider les services publics, précariser le travail. La répression contre ceux qui refusent par la lutte de se soumettre à cette logique s'amplifie, songeons au millier de camarade de la CGT poursuivis pour leur action contre la réforme des retraites. Nous avons commencé l'analyse des raisons de l'échec de la bataille des retraites et nous avons montré que sans une lutte des classes résolue, sans rompre avec le dialogue social, c'est à dire avec la collaboration de classe, il n'y avait aucune perspective que celle de renoncements. C'est pourquoi, nous mettons en lumière les luttes sociales, nous y participons et nous les soutenons.

Soyons clair, il n'y a pas d'autre chemin que celui de la lutte des classes ferme et résolue, l'histoire nous apprend deux choses. La première c'est que les luttes sont le moyen de faire reculer les prétentions des capitalistes, la deuxième, c'est que dès que le rapport des forces fléchit, alors, le capital et le pouvoir à sa solde tentent de tout reprendre!

Pour changer en France il faut avoir la volonté politique de s'attaquer au pouvoir des multinationales, et à leurs puissances financières qui nous gouvernent. Tous les partis veulent capter le mécontentement et se posent en relève dans le système capitaliste lui-même... Les Républicains, le Rassemblement National de M. Le Pen sont au service du capital, ils poursuivront la politique qu'il leur dictera. Le PCF, la France Insoumise, les Verts, le PS... n'ont pas pour objectif de s'attaquer au capitalisme. Ils répandent l'illusion que l'on peut l'aménager pour le mieux être des travailleurs. C'est faux et toute l'expérience historique le montre !

La réalité que vivent les travailleurs et leurs familles c'est la plus grande, voire l'impossibilité, de finir le mois du fait d'une inflation qui ronge leur pouvoir d'achat avec des salaires et des pensions qui ne suivent pas la hausse des prix. Face à cela, le mécontentement grandit et pourtant les organisations syndicales restent l'arme au pied, tandis que le pouvoir et les forces du capital s'activent pour porter de nouveaux coups : réforme des droits des chômeurs et du travail, mise en œuvre de la réforme des retraites, coups contre le service public, la sécurité sociale et la fonction publique, tandis que les attaques contre les travailleurs immigrés sont autant de facteurs de division de la classe. On le voit clairement avec ce qui s'est passé au Parlement à propos de la loi immigration. Le vote de la motion de rejet a ouvert une mise en scène politique pour masquer toutes les attaques antisociales du gouvernement en préparation. Élisabeth Borne allant jusqu'à dire " *Cette alliance baroque s'est faite au mépris des attentes des Français, et du travail parlementaire* ". Ces mêmes Français qu'elle appelle à la

rescousse, étaient plus de 70 % à rejeter le texte sur les retraites et elle ne les a pas écoutés ! Nous étions résolument contre cette loi immigration et nous ne l'accepterons pas plus après les jeux politiques en cours.

Pour comprendre la situation actuelle, il faut toujours revenir aux questions fondamentales : qui est responsable et pourquoi ? Cela nous amène à souligner que le seul objectif du capitalisme est la recherche permanente du taux de profit maximum et d'accumulation du capital. Partout il exploite les peuples. Pour répondre aux défis actuels, des progrès scientifiques et techniques considérables ont été réalisés lors des dernières décennies, donnant à l'humanité d'immenses possibilités nouvelles et aussi des obligations nouvelles, celle d'un monde vivable. Mais le capitalisme bloque toute solution qui fait obstacle à la recherche du profit. La concurrence mondiale capitaliste est féroce pour exploiter les ressources, la conquête des marchés, s'accaparer au moindre coût la force de travail pour dominer politiquement et militairement. Les impérialistes, dont la France, font la guerre partout dans le monde, détruisant des nations, des peuples chassés de leur pays par la guerre, la misère. Le capitalisme, c'est ça et nous le combattons pour l'abattre et ouvrir la voie à la construction d'une société débarrassée de l'exploitation de l'Homme par l'Homme : une société socialiste de coopération des producteurs et des peuples !

Le capitalisme domine aujourd'hui le monde formant un système impérialiste au sein duquel s'affrontent de puissants intérêts contradictoires. C'est cette question que je vais aborder maintenant.

Le Parti Révolutionnaire COMMUNISTES accorde une place importante à la question de l'impérialisme comme forme du capitalisme monopoliste à l'échelle mondiale et cela au moins pour deux raisons majeures:

Les décisions des monopoles capitalistes le sont à l'échelle internationale et la division du travail entraîne la mise en mouvement des forces productives conjointement dans de nombreux pays. Les chaînes de production de la valeur sont complexes et largement internationalisées.

Les affrontements au sein de l'impérialisme se font plus aigus dans la logique de recherche des marchés et des taux de profits et d'accumulation les plus élevés pour le capital, ils ont pour objet la conquête des sources de matières premières, le contrôle des voies de communications matérielles et immatérielles et de la force de travail. Penser que l'on peut s'abstraire de ces réalités est une pure fiction et n'aide en rien à comprendre les enjeux des décisions prises par les multinationales dans leurs stratégies de mise en mouvement du capital.

De l'analyse que nous faisons de l'étape actuelle de développement du capitalisme et de celle de ses contradictions et affrontements, résulte la stratégie politique que nous développons comme force politique révolutionnaire qui entend contribuer à détruire le système d'exploitation capitaliste et construire une société socialiste. Elle détermine la nature des relations que nous développons au plan international avec le mouvement communiste et ouvrier.

J'aborderai deux aspects de l'actualité sur cette question : la guerre sur le territoire de l'Ukraine et la lutte de libération nationale en Palestine.

Notre parti a longuement développé son analyse sur la guerre qui se développe sur le territoire de l'Ukraine¹ et il a participé à des déclarations communes du mouvement communiste à l'échelle internationale². **Pour analyser la situation présente, il faut mesurer que nous sommes rentrés dans une étape nouvelle du développement capitaliste avec une concentration des monopoles qui s'est accentuée et mondialisée.** La fusion du capital financier, commercial et industriel est devenue la règle à l'échelle de toute la planète, ainsi en 2021, 5.815 milliards de dollars d'opérations fusions/acquisitions ont été comptabilisées, soit une hausse de 63 % sur 2020. À cette étape, le partage du Monde, de ses ressources et des zones d'influences est plus que jamais à l'ordre du jour. Il concerne tous les continents, l'Asie, l'Europe, l'Amérique, l'Afrique et *quasi* tous les pays. En Afrique, l'impérialisme français répond également à l'influence croissante de nouveaux concurrents dans la région, comme la Chine et la Russie. Dans le système capitaliste, ce repartage ne peut se faire qu'avec des tensions et des guerres du fait de la concurrence exacerbée entre les multinationales, il conduit à des antagonismes accrus entre les plus grandes puissances capitalistes. L'analyse de tous les conflits en cours le montre. Chercher une autre origine à ces conflits, c'est vouloir délibérément cacher que la cause des guerres prend sa racine dans le système lui-même, dans son besoin d'accroître sans cesse les profits et d'accumuler toujours plus de capital. **Les sanctions économiques, sont un élément de la guerre que se mènent les puissances impérialistes.** Avec les sanctions elles entendent redistribuer les cartes. En affaiblissant leurs concurrents elles cherchent à accroître leur part de marché. C'est une des armes utilisées contre la Russie par les USA et l'UE. Au premier titre de ces sanctions, nous trouvons, sans surprise celles concernant la circulation du capital et de l'énergie. L'affrontement économique a toujours été une dimension majeure des grands conflits militaires. C'est encore plus vrai dans une économie capitaliste mondialisée où la concurrence est extrêmement violente entre les monopoles et entre les États.

Rappelons que si l'économie russe ne représente que 1,8 % du PIB mondial, elle est un gros fournisseur d'énergie

¹ <https://www.sitecommunistes.org/index.php/publications/documents/1934-un-document-pour-mieux-comprendre-les-raisons-et-les-consequences-de-la-guerre-en-ukraine>

² <http://www.solidnet.org/article/22nd-IMCWP-RESOLUTION-on-the-imperialist-war-on-the-territory-of-Ukraine/>

<http://www.solidnet.org/article/Joint-Statement-of-Communist-and-Workers-Parties-On-the-one-year-since-the-imperialist-war-in-Ukraine/>

: elle assure 13 % de la production mondiale de pétrole, c'était près de 20 % à la fin des années 1980 et 17 % de la production mondiale de gaz, c'était 30 % à la fin des années 1980. Bien que largement en baisse, son poids reste important et représente un élément clé de l'affrontement économique en cours¹. Dans ce système impérialiste, deux puissances capitalistes, la Russie et la Chine n'acceptent pas la domination des USA. La Chine en plein développement entend prendre toute sa place dans la compétition internationale pour la domination des marchés et l'appropriation des sources énergétiques et minières. Elle est l'ennemi désigné des USA et ces derniers organisent leur stratégie avec comme impératif son affaiblissement. Ils lui disputent sa puissance par des sanctions économiques lourdes et l'organisation en Asie d'une structure militaire avec le Japon, l'Australie et ...le Royaume Uni. Les pays de l'UE, dans le cadre d'une OTAN dominée par les USA leur ont emboîté le pas, en faisant à leur tour de la Chine l'ennemi désigné et en augmentant de manière substantielle leurs budgets militaires. La Russie n'a pas la puissance économique de la Chine, mais elle a des réserves pétrolières, gazières, minières et des territoires considérables. Elle est une puissance militaire nucléaire du niveau des USA. Depuis 1991 les USA n'ont eu de cesse malgré leurs promesses de rapprocher l'OTAN au plus près des frontières de la Russie pour accroître sa pression militaire sur ce pays. Jusqu'au coup d'État de 2014 qui a vu l'éviction de l'oligarque Ianoukovitch, l'Ukraine était dans la sphère d'influence de la Russie. Depuis elle a basculé dans le camp occidental. La Russie n'a pas cessé de réclamer la neutralisation de l'Ukraine. Les USA ont répondu par une fin de non-recevoir. En envahissant l'Ukraine, la Russie a fourni aux États de l'UE le prétexte imparable à renforcer leurs puissances militaires au service des USA dans le cadre de l'OTAN. L'Allemagne a ainsi décidé d'augmenter considérablement ses dépenses d'armement, afin de jouer à l'avenir un rôle militaire prépondérant en Europe mettant fin à ce qui lui était interdit depuis 1945. Ainsi le conflit militaire en Ukraine n'est que la partie émergée d'un affrontement plus vaste entre la puissance dominante, économiquement et militairement que sont les USA et ses alliés (qui ont choisi d'en être les vassaux) et toutes les puissances économiques et militaires capitalistes qui s'opposent à cette domination pour affirmer leur propre puissance.

Les peuples n'ont rien à attendre de bon de tout cela. Les travailleurs n'ont pas à choisir un camp impérialiste ou l'autre. Leurs luttes solidaires contre l'impérialisme, sa dénonciation comme fauteur de guerre doivent être leur boussole. Dans l'immédiat, nous les appelons à se mobiliser pour mener la bataille politique en exigeant un cessez le feu immédiat et l'ouverture de négociations. Avec les peuples ukrainien et russe disons stop à la guerre et à son engrenage vers un conflit généralisé.

La question palestinienne, que beaucoup voulaient glisser sous le tapis et y avaient pas mal réussi, est venue se rappeler à nous de manière brutale depuis le 7 octobre.

L'attitude des gouvernants, des *media*, de la plupart des politiciens, en France et dans ce qu'il est convenu d'appeler le "*camp occidental*" se résume à « *Silence dans les rangs ! Laissons Israël poursuivre et amplifier le massacre des Palestiniens !* ». C'est la répression envers toutes celles et ceux qui défendent la cause palestinienne ou essaient seulement de contextualiser les événements : interdiction des manifestations pro-palestiniennes, déprogrammations d'événements en tous genres, honteuse assimilation de l'assassinat d'un professeur à Arras et de la cause palestinienne, arrestation arbitraire et expulsion de Mariam Abu Dakka, militante du FPLP et de la cause des femmes.

Dans ce climat de parole unique imposée, de censure à tout crin, on est non seulement sommé de condamner l'action du 7 octobre et de taxer ses auteurs de terroristes, mais encore de renoncer à soutenir la juste lutte de libération du peuple palestinien.

Le communiqué publié par le Parti Révolutionnaire Communistes à propos des événements de Palestine² commence par ces mots : « *L'action militaire de la Résistance Palestinienne est présentée par nos media et la plupart de nos politiciens, comme d'habitude, non pas comme un droit légitime à la lutte contre l'oppression, mais comme une action terroriste* ». Les condamnations ont fusé et le déferlement de commentaires a présenté les Palestiniens comme les agresseurs et l'armée israélienne comme ripostant. Cependant, personne ne se pose la question essentielle : " *Pourquoi en sommes-nous arrivés là ?* " Et " *Qui est responsable ?* ".

Contrairement à la plupart des analystes et politiciens, nous ne prenons pas l'événement de samedi 7 octobre comme un fait en soi, mais comme un épisode d'une guerre qui dure depuis 75 ans et prend racine dans l'histoire longue de la Palestine, dans un contexte où le choix du gouvernement fasciste israélien et de ceux qui l'ont précédé est l'annexion pure et simple de toute la Palestine, parsemée de quelques ghettos avec l'expulsion et/ou le massacre des palestiniens.

Notre parti mène résolument la bataille politique de soutien à la résistance palestinienne, ne nous contentons pas de compassion, allons là aussi au fond des choses : celle de la lutte anti coloniale de libération nationale, celle pour un État palestinien et le droit au retour des réfugiés. C'est dans cet esprit que nous nous sommes associés en Île-de-France à tous ceux qui luttent pour un cessez le feu immédiat, l'arrêt des bombardements, l'arrêt de la

¹ <https://www.sitecommunistes.org/index.php/le-parti/comite-national/1793-rapport-au-comite-national-du-05-mars-2022>

² <https://www.sitecommunistes.org/index.php/monde/proche-et-moyen-orient/2471-il-faut-en-finir-avec-lapartheid-sioniste>

colonisation et la levée du blocus de Gaza. **Dans nos interventions publiques, nous sommes attentifs à faire progresser l'idée qu'il s'agit d'une lutte de libération nationale.**

Le parti, son activité et son renforcement.

Pour mener la bataille politique au plan national et s'inscrire dans la solidarité internationaliste de classe, il faut un parti révolutionnaire. En créant COMMUNISTES en 2002, nous savions que ce serait un travail long et difficile. Tout au long de ces années, nous avons eu la volonté de rassembler les révolutionnaires sur des bases claires en nous appuyant sur le Marxisme Léninisme. Aujourd'hui, le mouvement communiste est affaibli et divisé et tout particulièrement sur la question de l'impérialisme - système - qui ne se résume pas aux USA et à ses alliés. Par rapport à cette grande question théorique aux conséquences stratégiques décisives, nous avons tranché à notre 9e congrès : l'impérialisme c'est le stade actuel du capitalisme mondialisé. Il constitue un système au sein duquel s'affrontent les intérêts des puissances capitalistes. et à partir de là, nous nous employons à déployer nos relations avec les partis communistes qui dans le monde partagent ces analyses. PCM, PCT, KKE, PCP, PCV... C'est pourquoi aussi nous apprécions positivement la création en Europe de l'ACE qui succède à l'ICE et avec laquelle nous entendons travailler.

Pour mener ces batailles, nous avons besoin de militants et de moyens. Nous avons décidé de nous équiper pour être en état d'améliorer nos moyens de propagande. Tout cela demande des bras, des cerveaux et des moyens financiers. Adhérer au parti c'est, pour ceux qui partagent nos convictions, le moyen le plus sûr d'avancer, nous aider financièrement est aussi d'une grande utilité.

Pour terminer et avant d'ouvrir le débat, je veux rappeler notre initiative régionale du 20 janvier au Maltais Rouge sur le thème : "ensemble combattre l'impérialisme" suivi le 23 mars d'une initiative nationale sur le même thème.

Le débat est ouvert